



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 24/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SUEZ RV BOIS**

N19

257 lieu-dit le poirier penché  
77170 Servon

Référence : E4/25 - 2787

Code AIOT : 0006511323

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2025 dans l'établissement SUEZ RV BOIS implanté N19, 257 lieu-dit le Poirier penché, 77170 Servon. L'inspection a été annoncée le 07/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV BOIS
- N19 257 lieu-dit le poirier penché 77170 Servon
- Code AIOT : 0006511323
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Transports Palettes Services (TPS) a été autorisée par arrêté préfectoral n°06 DAIDD 1IC 144 du 29 juin 2006 à exploiter une installation de broyage de bois à Servon au titre des rubriques 2260 (broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels – autorisation), 1434 (installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables – déclaration) et 1530 (dépôts de bois, papier, carton ou matériaux analogues – déclaration) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

En 2008, l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°08 DAIDD 1IC 362 du 19 novembre 2008 a été délivré à la société TPS suite au dossier de porter-à-connaissance déposé en 2007. Aucune modification du classement ICPE n'est intervenue.

Suite à la parution du décret n°2010-367 et 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature ICPE, le site a été classé à autorisation pour les rubriques 2791-1 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2780, 2781 et 2782) et 2714-1 (installation de regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711) et à déclaration pour la rubrique 1532 de la nomenclature des ICPE. Le bénéfice des droits acquis pour l'exploitation du site a été accordé par courrier préfectoral du 18 août 2011.

Par courrier du 28 juin 2012, Monsieur le préfet de Seine-et-Marne a été informé du changement d'exploitant au profit de la société Revalorisation Bois Matière (RBM). En 2017, la société RBM a changé de nom pour devenir Suez RV Bois.

Actuellement, le site est soumis au régime de l'autorisation pour la rubrique 2791, à enregistrement pour la rubrique 2714 et à déclaration pour la rubrique 1532 de la nomenclature des ICPE.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Prévention de la pollution atmosphérique – stockage bois	AP Complémentaire du 19/11/2008, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Conditions particulières applicables à certaines installations	AP Complémentaire du 19/11/2008, article 9	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Prévention des risques technologiques	Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 7.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	État des déchets stockés	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Déclaration annuelle émissions et transferts de polluants et des déchets	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention de la pollution atmosphérique – VLE	Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 3.2.2	Sans objet
5	Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes	Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 7.2.1	Sans objet
6	Registre des déchets	Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43	Sans objet
9	Prévention des risques technologiques - exercice incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
10	Prévention de la pollution aux PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence que les conditions de stockage du bois ne sont pas respectées. Ainsi il est demandé une mise en conformité des conditions de stockage. Il a été rappelé à l'exploitant que toute modification d'exploitation doit faire l'objet d'un porter-à-connaissance avec tous les éléments d'appréciation (dont une étude des flux thermiques) avant sa réalisation.

D'autres non-conformités ont été constatées; ces dernières ayant été identifiées par l'exploitant au travers de ses vérifications périodiques, des actions sont en cours pour y remédier.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Prévention de la pollution atmosphérique – VLE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> La concentration en poussières de l'air ambiant à plus de 5 mètres des installations et du bâtiment ne dépasse pas 50 mg/m <sup>3</sup> . La concentration en poussières alvéolaires (diamètre inférieur à 10 µm) de l'air ambiant à plus de 5 mètres des installations et du bâtiment ne dépasse pas 1 mg/m <sup>3</sup> (Normes NF X 43, NF X 43 et NF X 43).
<b>Constats :</b> Des mesures de poussières dans l'air extérieur à 5 m de l'installation ont été réalisées le 3 janvier 2023. Ces dernières étaient conformes. Conformément à l'arrêté préfectoral n°06 DAIDD 1IC 143 du 29 juin 2006, les mesures sont réalisées tous les 3 ans. En prévision de l'échéance à venir (janvier 2026), l'exploitant a déjà fait une demande de devis auprès d'un organisme vérificateur. Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant a transmis une copie du devis qu'il a reçu pour la réalisation des mesures de poussières. L'exploitant a précisé que le suivi des échéances est réalisé par l'intermédiaire d'un logiciel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique – stockage bois

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/11/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions et envols de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> Afin de limiter l'envol de poussières, les broyeurs de bois sont utilisés uniquement à l'intérieur du bâtiment. De même, les tas de bois (bois à broyer, bois pré-broyé et bois broyé) sont stockés uniquement à l'intérieur du bâtiment. Aucun stockage de bois n'est effectué à l'extérieur du bâtiment.  Les broyeurs sont équipés de brumisateur et les tas de bois sont arrosés en cas d'envol important de poussières.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, il a pu être constaté que les broyeurs de bois sont utilisés uniquement à l'intérieur du bâtiment. Des brumisateurs sont présents ; ces derniers sont alimentés par les eaux pluviales qui sont récupérées. Il a été précisé qu'un brumisateur supplémentaire sera mis en place, semaine 47, au niveau de la partie chargement.  Bien que l'arrêté préfectoral n°08 DAIDD 1IC 362 du 19 novembre 2008 interdise le stockage de bois à l'extérieur du bâtiment, l'inspection des installations classées a pu observer la présence de bennes contenant du bois (bois récupéré chez ses clients), près des murs et de part et d'autre du bâtiment. De plus, les plans affichés sur le site font apparaître une zone intitulée « parc à bennes ». Si l'exploitant souhaite modifier ses conditions d'exploitation du site, il doit transmettre un porter-à-connaissance (PAC) avec tous les éléments d'appréciation conformément à l'article R.181-46 du Code de l'environnement. Dans l'attente du dépôt d'un éventuel PAC, l'exploitant doit se conformer aux prescriptions de ses arrêtés préfectoraux.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit se mettre en conformité avec les prescriptions de ses arrêtés préfectoraux et ne pas stocker de bois à l'extérieur du bâtiment sous un délai d' <u>un mois</u> . Il transmettra tout élément permettant de justifier cette mise en conformité (photos etc).  Enfin, s'il souhaite avoir un stockage extérieur de bois, dans des bennes, il doit transmettre un porter-à-connaissance avec tous les éléments d'appréciation conformément à l'article R.181-46 du Code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois



### N° 3 : Conditions particulières applicables à certaines installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/11/2008, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dépôt de bois
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage de bois est réalisé uniquement à l'intérieur du bâtiment.  Le stockage de bois est organisé de la façon suivante à l'intérieur du bâtiment : <ul style="list-style-type: none"><li>- zone de stockage de bois à broyer et de bois pré-broyé : 3 casiers de 204 m<sup>2</sup>, hauteur maximale de stockage de 4 m. Les 3 casiers sont séparés par 2 parois coupe-feu 2 heures de 4 m de haut ;</li><li>- zone de stockage de bois broyé : 1 casier de 567 m<sup>2</sup>, hauteur maximale de stockage de 7 m.</li></ul> Ces deux zones de stockage sont séparées par la zone de broyage de 42 m de longueur. La zone de broyage est nettoyée régulièrement et ne comprend pas de dépôt de bois. [...]
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les conditions de stockage à l'intérieur du bâtiment ne sont pas respectées. En effet, le stockage de bois dépasse des cases de stockage, que ce soit pour le bois à broyer, pré-broyé ou le bois broyé. Ainsi, les parois coupe-feu entre les casiers ne sont plus efficaces et ne peuvent plus remplir leur rôle coupe-feu. L'exploitant a indiqué que les conditions de stockage sont respectées en fin de journée à la suite du broyage et des chargements effectués durant la journée. L'inspection a indiqué à l'exploitant que les conditions de stockage imposées dans l'arrêté préfectoral doivent être respectées à tout moment, y compris pendant les heures d'exploitation du site. Il a également été observé la présence de bois broyé dans une zone dans laquelle il ne doit rien y avoir. De plus, comme mentionné au point de contrôle n°2, la présence de bennes stockant du bois (bois récupéré chez les clients) a été constatée, en extérieur, de part et d'autre du bâtiment et à proximité des murs.  L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il souhaitait revoir les conditions de stockage du bois à l'intérieur du bâtiment. L'inspection des installations classées a informé l'exploitant qu'il devait déposer un porter-à-connaissance (PAC) pour cela, comme indiqué dans le point de contrôle n°2. Ce dernier devra notamment inclure une étude des flux thermiques.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit se mettre en conformité avec les prescriptions de ses arrêtés préfectoraux et respecter les conditions de stockage à l'intérieur du bâtiment sous un délai d'un mois. Il transmettra tout élément permettant de justifier cette mise en conformité (photos etc).  S'il souhaite revoir les conditions de stockage du bois à l'intérieur du bâtiment, l'exploitant devra transmettre un porter-à-connaissance (PAC) conformément à l'article R.181-46 du Code de l'environnement, comme indiqué dans le point de contrôle n°2.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installations électriques – mise à la terre
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport.
<b>Constats :</b> La dernière vérification des installations électriques a été réalisée le 28 mars 2025. Le rapport de vérification du bâtiment principal et annexes fait état de 6 non-conformités. L'exploitant a déjà levé 4 non-conformités et communiqué les justificatifs. Pour les autres non-conformités, l'exploitant a passé commande pour la réalisation des travaux nécessaires. Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant a transmis le bon d'intervention de son prestataire pour une intervention sur la télécommande des BAES. Seules les 2 non-conformités relatives à l'armoire BT2 restent à lever. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le système allait être changé et qu'il était en attente d'un devis.  Le rapport de vérification des coffrets pylônes et caméras mentionne 3 non-conformités. Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant a transmis une copie du devis du 10 novembre 2025 pour lever les non-conformités de ce rapport de vérification.  Le rapport Q18 établi à l'issue de ces vérifications mentionne que <i>"l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion"</i> .  La vérification des installations électriques par thermographie infrarouge (Q19) du 27 mars 2025 est conforme.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre, sous <u>3 mois</u> , les éléments permettant de justifier de la levée de l'ensemble des non-conformités restantes relatives aux installations électriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/06/2006, article 7.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Inventaire des substances ou préparations dangereuses présentes
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues à l'article R.231-53 du code du travail.
<b>Constats :</b> En amont de l'inspection, l'inspection des installations classées a demandé la transmission des fiches de données et de sécurité (FDS) suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- huile moteur 10W40 ;</li><li>- bombe nettoyant frein ;</li><li>- bombe de peinture pour le sol.</li></ul> L'exploitant dispose bien des FDS des produits dangereux présents sur le site. Cependant, certaines FDS sont trop anciennes (bombe net frein (2017) et huile 10W40 (2021)). Il a été rappelé à l'exploitant que bien que les FDS n'aient pas de durée de validité, depuis le 1 <sup>er</sup> janvier 2021, chaque FDS doit être émise ou révisée conformément aux exigences substantielles et formelles du Règlement (UE) n°2020/878. Les FDS non conformes à ce dernier mais conformes au Règlement (UE) n°2015/830 pouvaient être utilisées jusqu'au 31 décembre 2022. Par conséquent, l'exploitant doit se rapprocher de son fournisseur pour obtenir des FDS plus récentes. Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les FDS révisée en 2023 pour les produits bombe net frein et huile 10W40.  Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater que les conditions de stockage de ces 3 produits sont en accord avec les préconisations des FDS. Ainsi, l'huile moteur est stockée dans un container avec des grilles d'aération, permettant une bonne ventilation. Les bombes aérosols sont stockées dans une armoire dédiée, dans un container qui fait office d'atelier.  <u>Observations :</u> Le container accueillant l'huile moteur est métallique. Aussi, la question de la température l'été peut se poser. En effet, la FDS précise que la température ne doit pas excéder 40 °C. De plus, le local n'était pas très propre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 6 : Registre des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/04/2021, article R.541-43
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose bien d'un registre des déchets. Il a été expliqué que ce registre est établi à partir du logiciel de facturation qui englobe les 5 plateformes Suez RV Bois ainsi que le bureau central. Ensuite, il est procédé à une extraction des données pour le site souhaité. L'exploitant a donc transmis l'extraction concernant le site de Servon pour la période allant du 1er janvier 2025 au 30 septembre 2025. Ce registre est conforme à l'article L.541-7 du code de l'environnement. Par ailleurs, les informations contenues dans ce registre sont conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-43-1 du code de l'environnement.  Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que la quantité totale de déchets traités (transit et transformation) sur son site est d'environ 17 000 à 18 000 tonnes par an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : État des déchets stockés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] En complément du registre prévu à l'article L.541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation.[...] L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition de l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires de déchets.
<b>Constats :</b> Un état des stocks « physique » est réalisé à chaque fin de mois et aucun bilan annuel n'est réalisé. L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que la mise à jour de l'état des stocks est a minima hebdomadaire. Il devra donc se conformer à cette obligation. Par ailleurs, il devra également réaliser le bilan annuel pour l'année 2025 conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques 2710 (installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial), 2712 (moyens de transport hors d'usage), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), 2790 (traitement de déchets dangereux) ou 2791 (traitement de déchets non dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, sous <u>un mois</u> , l'état des stocks des déchets mis en place de façon hebdomadaire. L'exploitant doit transmettre, sous <u>3 mois</u> , le bilan annuel de l'état des déchets stockés pour l'année 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 8 : Déclaration annuelle émissions et transferts de polluants et des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclaration annuelle émissions et transferts de polluants et des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le volume total de déchets (transit et transformation) traités au sein de son installation est de 17 000 à 18 000 tonnes par an (cf. <i>point de contrôle n°6</i> ). Il apparaît donc que l'exploitant est soumis à la déclaration annuelle des émissions et transferts polluants et des déchets. En effet, la quantité de déchets non dangereux générés par l'établissement est supérieure à 2000 tonnes par an. Cette déclaration doit être réalisée tous les ans, avant le 31 mars de l'année N+1.  L'inspection des installations classées a précisé à l'exploitant qu'il devrait dorénavant réaliser cette déclaration via la plateforme GEREPE.  Par ailleurs, il est rappelé qu'en cas de présence de séparateurs d'hydrocarbures sur le site, l'exploitant doit également déclarer les déchets dangereux générés par ces dispositifs lors du curage de ces derniers.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit réaliser la déclaration annuelle des émissions et transferts de polluants et des déchets avant le 31 mars 2026 pour l'année 2025. L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, sous <u>4 mois</u> , les éléments permettant de justifier de la réalisation de cette déclaration.  De plus, l'exploitant doit informer l'inspection des installations classées de la présence ou non de séparateurs d'hydrocarbures sur son site dans un délai d' <u>un mois</u> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

## N° 9 : Prévention des risques technologiques - exercice incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maîtrise des sinistres
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1 <sup>er</sup> juillet 2024. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'un exercice de défense contre l'incendie est réalisé tous les ans avec un scénario différent à chaque fois. L'exercice permet notamment la manipulation des extincteurs et des équipements de protection individuelle (EPI). Le dernier exercice date du 2 septembre 2025 ; les justificatifs ont été transmis.  Lors des échanges, l'inspection des installations classées a appelé l'attention de l'exploitant sur l'obligation d'une détection automatique d'incendie avec report de l'alarme à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2026. L'exploitant a indiqué que cette détection est présente sur site depuis 5 ans. En effet, des caméras thermiques reliées à la télésurveillance ont été installées. Afin de pallier à une éventuelle coupure d'électricité, des onduleurs ont également été mis en place. L'exploitant a indiqué qu'aucun départ d'incendie n'a été recensé depuis 5 ans.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 10 : Prévention de la pollution aux PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Liste des PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1 <sup>er</sup> établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a expliqué à l'inspection des installations classées que le site n'a pas de rejets aqueux ; en effet, ses process n'engendrent pas d'eaux résiduelles. Par ailleurs, l'ensemble des eaux pluviales sont collectées par des avaloirs et dirigées vers un bassin de rétention de 480 m <sup>3</sup> , situé sous la plateforme. Ces eaux sont utilisées sur le process pour abattre les poussières et sont absorbées par le bois.  Lors de la visite, l'inspection des installations classées a pu constater que l'eau pulvérisée sur les tas de bois est totalement absorbée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite